



S/C la SGDI, 16 rue de la sablière, 78300 Poissy
Blog: <http://collectif.hopital.poissy.over-blog.com>
Mail: defensehopitalpoissystgermain@gmail.com

Asphyxie de l'HÔPITAL Poissy-Saint Germain

Le Collectif de défense de l'hôpital reçu par la direction de l'hôpital

Le collectif de défense de l'hôpital de Poissy St Germain a rencontré, à sa demande, la direction de l'hôpital le 12 juin 2014, deux ans après avoir été reçu par M Bloch, précédent directeur.

Après ce rendez-vous, force est de constater que la situation est complètement figée :

- **Les Urgences** : les financements n'existent pas.
- **Les EHPAD** : la décision de ne conserver dans le secteur public qu'un seul des deux établissements semble prise.
- **La Psychiatrie** : la direction semble découvrir la situation de souffrance du personnel. Ce service ne se distinguerait pas des autres secteurs, les règles de rentabilité financière seraient là aussi de rigueur.
- **Le Personnel** : la direction reconnaît à demi-mots que le personnel reste la variable d'ajustement pour atteindre l'équilibre financier.

Ces informations ont confirmé, malheureusement, les craintes de notre collectif : patients et personnel feront les frais de la rigueur budgétaire. Rejoignez le collectif !

Le collectif de défense du CHIPS renouvelle son exigence de construction immédiate d'un service d'urgences de qualité sur le site de l'hôpital de Poissy, ouvert 24 h sur 24, 7 jours sur 7

En juin 2012, la presse rapportait les inquiétudes exprimées par la délégation du Collectif de Défense de l'Hôpital Public de Poissy-St-Germain, reçue par le directeur de l'hôpital : la pérennité du service des urgences n'était pas assurée, les financements nécessaires aux travaux n'étant pas réunis.

Malgré de nombreuses promesses de construire un nouveau bâtiment des Urgences et de Réanimation, les financements, conditionnés au rétablissement des comptes financiers de l'hôpital (mis à mal, notamment, par des gestions calamiteuses issues de la fusion des hôpitaux de Poissy et de St Germain en 1997) ne sont toujours pas réunis

Après avoir approuvé le « vaste plan de modernisation de l'établissement », la communauté médicale, elle-même, dénonçait en 2013, par courrier à l'Agence Régionale Santé, l'enlisement du projet.

Seule la réduction des effectifs, au détriment des personnels médicaux, mais également, des patients, se poursuit à un rythme soutenu. Et pour couronner le tout, la politique d'austérité mis en œuvre par le gouvernement, veut imposer de nouvelles restrictions budgétaires !

La pédopsychiatrie mise à mal

Après le Centre clinique de psychothérapie de Poissy, où un beau mouvement gréviste récent a dénoncé les problèmes de sous-effectifs et de manque de moyens, c'est au tour du service de pédopsychiatrie de l'hôpital de Poissy-Saint-Germain de connaître de graves difficultés.

La chef du service a récemment posé sa démission (à ce jour non acceptée), la situation étant devenue invivable en raison du manque de moyens matériels, et plus encore humains.

Ce service pour enfants et adolescents, qui n'a pas de lits d'hospitalisation, est réparti sur des centres médicaux-psychologiques (CMP) extérieurs et des hôpitaux de jour à Achères, Chanteloup-les-Vignes, Conflans-Ste-Honorine et Poissy.

Quatre psychiatres sont récemment partis en retraite, ce qui était tout de même prévisible, et n'ont été remplacés que par deux mi-temps, la direction de l'hôpital n'ayant que très mollement cherché à faire mieux. Elle a par exemple refusé de prolonger le stage d'un médecin étranger, à quelques mois seulement de l'obtention de son équivalence... et de son possible recrutement.

Tout cela a entraîné l'arrêt du suivi de très nombreux enfants et l'allongement à plusieurs mois du délai d'attente pour les nouvelles demandes de consultation, qui ont pourtant explosé ces dernières années.

En fait les CMP, conformément à leur vocation, rapprochent géographiquement la médecine des malades. Or la politique de santé actuelle, totalement gouvernée par les tenants de l'austérité, est au contraire de regrouper les moyens pour les « mutualiser », en réalité les diminuer.

Aujourd'hui, tous les CMP sont en pénurie de pédopsychiatres. Cela pourrait devenir un argument pour en fermer un ou plusieurs et regrouper le tout sur un seul site. Ce qui ne réglerait pas vraiment les délais d'attente, mais ajouterait des temps de transports aux parents qui amènent leurs enfants en consultation.

Certains hôpitaux ont déjà fait cela et nous n'en voulons pas.

Les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

Les **EHPAD** représentent un important enjeu de santé publique pour les années à venir. D'ici à 2020 le nombre de personnes âgées va énormément augmenter, dont certaines seront lourdement dépendantes. Cela crée un marché qui va connaître un développement très important. Certains économistes ne cessent de le rappeler : Les EHPAD sont un des investissements les plus rentables dans l'immobilier.

Cette manne intéresse de plus en plus les investisseurs privés et on constate sur les cinq dernières années que le nombre de place en EHPAD privé a augmenté de près de 30% contre 4% pour les EHPAD publics.

Les hôpitaux étouffés par la gestion comptable, et la tarification à l'activité, vont avoir tendance pour équilibrer leurs finances à se débarrasser de leurs EHPAD pour ne garder que les unités de soins de longue durée et les services de court séjour gériatriques, pouvant être soumis à la tarification à l'activité. C'est un des objectifs du nouveau projet d'établissement du Centre Hospitalier Intercommunal Poissy Saint Germain (CHIPSG) que de vendre ses EHPAD.

Si cette évolution devait se confirmer elle serait très dommageable pour les familles aux revenus modestes qui ne pourraient plus faire prendre en charge leurs parents. Ce serait la confirmation de la mise en place d'une santé à multi vitesses au détriment des usagers et la fin de l'accès aux soins gratuits partout et pour tous que nous avons toujours défendue.



Le projet d'établissement du CHIPSG prévoyait la cession de ses deux EHPAD Hervieux à Poissy et Ropital à Saint Germain. C'est à la suite de l'intervention des représentants du personnel au conseil de surveillance, avec le soutien de certains élus qu'un compromis a pu être trouvé, avec les élus, les représentants de l'agence régionale d'hospitalisation et la direction de l'hôpital. Les représentants du personnel ont rejeté ce compromis inique qui ne garanti en rien la pérennité des EHPAD.

Pour preuve et aux dernières nouvelles une EPHAD privée serait construite à Saint germain à la place de Ropital dont les patients seraient transféré sur Poissy à Hervieux.

Mais le maintien d'Hervieux dans le giron public est loin d'être acquis, on en sera plus lors de la négociation de la nouvelle convention tripartite (conseil général, ARS, hôpital) qui décidera de son avenir.

Les citoyens et citoyennes du collectif sont déjà soutenus par : L'Union locale CGT Yvelines Nord, Section SUD du CHIPSG, section CGT du CHIPSG, l'Union syndicale Solidaires 78, Attac Yvelines Nord, Alternative libertaire, le Nouveau Parti Anticapitaliste, le Parti Socialiste section de Chambourcy, le Parti de Gauche, le Parti Communiste français, l'association Front de Gauche Boucle de Seine, Parti Socialiste section de Poissy, le Mouvement de la Paix, Europe Ecologie-Les Verts, les Alternatifs des Yvelines, Vivre Sa Ville.